

Mutinerie

L'unique futur pour l'Humanité, la révolution communiste

Nous sommes certains que l'humanité est capable de se relever des multiples calamités qui accablent aujourd'hui, mais cela passe par un changement radical de l'ordre économique et social du monde. La révolution mondiale est la seule possibilité pour faire face efficacement aux nombreuses catastrophes actuelles et agressives : de l'oppression des femmes à la dévastation environnementale, de la pauvreté généralisée aux guerres poussant aux migrations, de l'urgence sanitaire à la crise de l'éducation et de l'enseignement, pour ne citer que les principales. Malheureusement, aucune réforme du capitalisme n'est en mesure de faire face à ces tragédies. Aussi excessif que cela puisse paraître, c'est un fait : seule la révolution peut réellement changer les choses.

La prédiction de Marx selon laquelle le capitalisme tend à créer une richesse obscène à un pôle et une pauvreté extrême à l'autre, a été confirmée par la pandémie. Les plus grandes entreprises du monde ont vu leurs fortunes déjà considérables augmenter. Ainsi, en 2020, alors que les 2 200 milliardaires du monde ont vu leur fortune augmenter de 27,5 %, au moins 400 millions de travailleurs ont perdu leur emploi et plus de 130 millions de personnes ont été soudainement jetées dans un cauchemar de pauvreté permanente. D'ici à la fin de 2022, le FMI prévoit que les salaires baisseront en moyenne d'au moins 10 % pour les travailleurs "occidentaux". La situation est encore pire pour le reste du monde, où 2 milliards de personnes vivent au jour le jour dans une "économie informelle". Le Programme alimentaire mondial prévoit que "trois douzaines de pays" sont au bord de la famine.

Le capitalisme, dirigé par les grandes entreprises qui, depuis le début de la pandémie, ont vu leurs fortunes déjà considérables augmenter encore, a affiné ses compétences en matière de gestion des crises depuis des décennies. Les capitalistes ont appris de ces expériences (ce que nous aurions dû copier en tant que classe). Au début de la crise du Covid, les banques centrales sont rapidement intervenues, avec l'injection de prêts monétaires aux banques et aux grandes entreprises les plus colossaux de l'histoire économique : le FMI a annoncé en novembre 2020 que l'injection financière par les banques centrales était déjà de 19 500 milliards de dollars, soit près du cinquième du PIB mondial, presque égal au PIB annuel des États-Unis !

En 2020, alors que les 2 200 milliardaires du monde ont vu leur fortune augmenter de 27,5 %, au moins 400 millions de travailleurs ont perdu leur emploi et plus de 130 millions de personnes ont été soudainement jetées dans un cauchemar de pauvreté permanente. D'ici à la fin de 2022,

le FMI prévoit une baisse moyenne des salaires d'au moins 10 % pour les travailleurs « occidentaux ». La situation est encore pire pour le reste de la planète, où 2 milliards de personnes vivent au jour le jour dans une "économie informelle". Le Programme alimentaire mondial prévoit que "trois douzaines de pays" sont sur le point de connaître la famine.

Les racines de la crise actuelle remontent à 50 ans. Lorsque les États-Unis ont été obligés d'abandonner les accords de Bretton Woods le 15 août 1971, ils ont ouvert la voie à l'endettement et à la production de capital fictif, ce que nous connaissons aujourd'hui. La masse de la dette publique et privée mondiale n'a cessé de croître, augmentant en période de crise, mais n'étant jamais complètement remboursée en période de reprise. La masse du capital financier en circulation est désormais plus de dix fois supérieure à la valeur réelle des marchandises qu'elle est censée représenter. Le taux de profit est tombé si bas que la spéculation est plus attrayante que l'investissement productif. Tout ce cycle infernal repose sur les épaules du prolétariat international exploité qui, heureusement pour les classes dirigeantes, ne se bat pas beaucoup et reste largement passif politiquement.

Nous vivons la plus longue et la plus profonde période de stagnation économique que le capitalisme n'ait jamais connue. La Covid nous a replongé dans le cauchemar de la récession sans fin et cela avant même qu'il y ait une reprise suite à la crise de 2008. Elle aurait conduit à un effondrement économique total et au déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale si deux facteurs, apparemment distincts mais étroitement liés, n'étaient intervenus : 1) la capacité du capitalisme à réagir par l'intermédiaire de ses banques centrales, qui ont rapidement soutenu l'économie par une injection sans précédent de liquidités ; 2) la grande passivité de la classe ouvrière qui, pendant des décennies et à de rares exceptions près, a permis aux capitalistes de s'entendre entre eux sur les différentes politiques économiques sans que ce facteur - une classe ouvrière combative - ne vienne jamais leur mettre des bâtons dans les roues et mettre le système à genoux.

Cette immense quantité d'argent est déboursé sinon à des taux d'intérêt négatifs, du moins à des taux proches de zéro, ce qui a littéralement stimulé l'achat et la vente de titres financiers mondiaux (actions, obligations, produits dérivés, fonds...), au point que malgré la très lourde crise économique, les principales places financières (à commencer par Wall Street) ont remercié les banques centrales et ont terminé l'année 2020 avec des hausses record ! Du champagne et du caviar sur le corps des cen-

taines de millions de personnes qui ont perdu leur emploi et/ou sont tombées malades du Covid : le capitalisme marche sur les morts.

Au-delà du grotesque, le fait est que seule une fraction de cet énorme crédit rentre dans la production. Pourquoi ? Parce que l'économie mondiale est plombée par un taux de profit tellement bas que le développement des moyens de production, c'est-à-dire l'augmentation de leur productivité a été utilisée pour exploiter les travailleurs jusqu'à la situation catastrophique actuelle et à les jeter de plus en plus dans la rue car les investissements nécessaires sont trop coûteux. C'était notamment le cas pendant le confinement du Covid, lorsque l'économie ne fonctionnait plus et que la spéculation financière offrait des gains beaucoup plus faciles, du moins à court terme. Ainsi, le capital qui était censé être investi dans l'économie "réelle" reste dans la sphère financière tandis qu'une autre bulle spéculative grossit parallèlement à la dette. Les injections de crédit ne font que créer les conditions des futures crises économiques qui seront encore plus dévastatrices.

La crise capitaliste et la concurrence impérialiste vont de pair. Elles conduisent à des conflits sanglants dans le monde entier, des frontières de l'ex-URSS à l'Afrique subsaharienne et à la nouvelle route de la soie, du Moyen-Orient à la mer de Chine méridionale... Les feux de la guerre par procuration ne s'éteignent jamais mais s'enflamment sans cesse dans de nouvelles régions. Des horreurs indicibles sont commises quotidiennement en Syrie, en Libye, au Yémen, au Tigré et dans bien d'autres endroits, loin des yeux du cirque médiatique mondial. La plupart de ces guerres sont des guerres par procuration, financées et armées par les grandes puissances. Les États-Unis restent la super-puissance dominante mais sont de plus en plus confrontés à de nouveaux défis dangereux, la guerre commerciale et une course aux armements avec la Chine. La guerre impérialiste reste l'ultime solution d'un capitalisme décadent et en crise.

Notre classe est en recul depuis des décennies, perdant lentement du terrain d'une manière ou d'une autre. Dans les vieux centres du capitalisme, les grandes concentrations productives ont été démantelées et délocalisées vers d'autres régions de la planète, où la main-d'œuvre coûte moins cher. Ainsi, dans les centres traditionnels du capitalisme, la classe ouvrière a été morcelée et dispersée, tandis qu'à la périphérie, elle est concentrée dans de grandes unités de production où elle manque d'expérience et de tradition de lutte politique.

Par ailleurs, dans de nombreux pays, la situation économique et sociale n'est que temporairement soutenue par les aides publiques et des mesures de chômage technique. Cependant, le "fire and rehire" (à des conditions plus précaires) est déjà utilisé pour réduire les salaires, tandis que des milliers d'autres entreprises n'attendent que d'avoir les coudées franches pour licencier. L'Indonésie et d'autres pays périphériques adoptent déjà une législation du travail "plus flexible" pour encourager les investissements futurs. A court terme la relance de l'économie capitaliste n'a en fait qu'une seule option : réduire les coûts de la main-d'œuvre. Comme on pouvait s'y attendre, au cours des prochaines années, nous assisterons, si ce n'est à un effondrement, certainement à une "non-récupération" des emplois perdus; en bref, toute "récupération" sera longue et lourde, et ce sont les travailleurs qui en la supporteront.

Bien qu'aujourd'hui la classe ouvrière semble vaincue, isolée et dispersée - et c'est un gros problème pour les révolutionnaires - il existe certains signes qu'il ne faut pas sous-estimer. 2019 a vu des soulèvements mondiaux, de l'Amérique du Sud au Moyen-Orient en passant par l'Europe. Même sous la pandémie, il y a eu des centaines, voire des milliers, de grèves à travers le monde contre le travail dangereux et les réductions de salaire. "L'agitation civile est en pleine expansion" (Programme alimentaire mondial). La classe ouvrière n'a pas disparu.



Perspectives

Cette révolution doit être :

Une révolution prolétarienne, car la force motrice du changement nécessaire réside dans les millions et les millions de travailleurs salariés (stables, précaires, sous-employés ou sans emploi) qui créent, produisent, transforment, transportent tout. C'est uniquement grâce à leur travail, et donc à leur exploitation dans le monde entier, que le capitalisme continue à survivre à ses propres contradictions. C'est donc nous seuls qui pouvons réellement le renverser.

Une révolution communiste, car seul le pouvoir des ouvriers dans "la forme politique enfin découverte" des conseils ouvre la possibilité de socialiser les moyens de production et les ressources de la planète. Ce n'est qu'alors que le travail ne sera plus une question d'exploitation, de contrôle par une classe du produit de notre travail quotidien, mais une question d'effort coopératif pour le bien-être commun ; afin que la production ne soit plus celle de marchandises pour faire du profit, mais celle de biens destinés à satisfaire les besoins humains et collectifs.

En bref, notre objectif politique, le communisme, est une société où :

Le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.

Ce que signifie vraiment la reprise

Frénétiques sont les ministres, les PDG et les personnalités médiatiques qui exclament que les travailleur.euses du port de Montréal nuisent à la «reprise» économique. Ils affirment que chaque jour, la grève coûtera 30 millions de dollars, ce que la «reprise» ne peut absorber. Mais ni la lutte des travailleur.euses du port de Montréal, ni la soi-disant «reprise» ne doivent être comprises isolément. Autrement dit, la situation ne doit être réduite ni à Montréal, ni à l'industrie du transport maritime ni même au Canada. C'est plutôt le résultat d'une longue offensive des patrons du monde entier contre les conditions de vie de notre classe. Des embaucheurs de viande de l'Alberta et du Dakota du Sud, qui ont été soumis à des décennies de détérioration de la sécurité du travail (ce qui a entraîné des éclosions précoces et massives de covid), aux infirmières du Québec, dont l'horaire de travail était poussé au point de rupture avant même la pandémie de Covid, aux nombreux livreurs et travailleurs manufacturiers précaires, contraints de prendre des heures «supplémentaires» avec peu ou pas de sécurité d'emploi face à la hausse des loyers.

À quoi ressemble cette offensive internationale pour les travailleur.euses du port de Montréal? Dix-neuf jours de travail consécutifs, passant de l'horaire du jour à celui du soir au gré du patron, épuisant et privant les travailleurs de tout semblant de vie de famille. Est-ce la «reprise» économique que pleuraient les ministres du Travail de l'Ontario et du Québec quand ils ont dit: «pour le bien de la croissance économique du Québec, de l'Ontario et de tout le Canada», en suppliant le ministre Tassi pour une loi de retour au

travail? C'est certainement pour maintenir la «reprise» économique post-crise de 2008 que Trudeau a utilisé la loi de retour au travail en 2018 contre les postiers avec l'ancienne ministre du Travail Patty Hajdu, citant une industrie en «faillite» sans des postiers capables de gérer l'augmentation des colis, augmentation qui donna lieu à une forte recrudescence des accidents de travail. Maintenant que Trudeau et son ministre menacent d'implémenter une loi de retour au travail contre les travailleurs du port de Montréal, le message est clair. Tout prétexte est bon pour utiliser la «reprise» comme excuse pour sacrifier les travailleur.euses.

S'il y a une leçon à tirer de la grève de dix-neuf jours en 2020, c'est que la force de notre classe doit se trouver dans la solidarité et la résolution collective des travailleur.euses eux-mêmes. C'est-à-dire, pas avec le dupe espoir que juste peut-être, après sept mois de «trêve» sans grève entre le syndicat (Syndicat canadien de la fonction publique) et l'AEM (Association des employeurs maritimes), les patrons seront désormais intéressés de négocier avec le syndicat. Les patrons ont eu sept mois pour fomenter une offensive avec l'aide de l'État. Les dockers sont restés isolés et pris au piège dans la cage syndicale. Les sept mois ont donné aux patrons et au gouvernement le temps d'élaborer des plans d'urgence, de cartographier les ports et les chemins de fer susceptibles de subir une pression supplémentaire et même de rédiger le projet de loi de retour au travail en Mars. Qu'en est résulté de cette période? Un «accord» qui a essentiellement cédé entièrement aux intérêts du gouvernement et des patrons. Avec les pieds du SFCP qui traînent, les patrons sont prêts à assurer leur «reprise économique»! Notre force se trouve dans la solidarité entre collègues, et non dans les avocats aux tables de négociation. Ce sont après tous les travailleur.euses qui se mettent en grève, pas le syndicat. Il est scandaleux que lorsque les travailleur.euses se mettent en grève - c'est-à-dire lorsqu'ils sacrifient leur salaire, manifestent aux lignes de piquetage et risquent la possibilité d'une défaite, les syndicats l'utilisent simplement comme monnaie d'échange pour conclure un «accord».

S'il y a une leçon à tirer de tant de récentes grèves et de luttes, c'est que l'isolement est une faiblesse particulièrement dangereuse pour notre classe. Les patrons ont su rester déterminés face à la crise, prêts à briser l'action des travailleur.euses dans une industrie avant de passer à la suivante. C'est ce que l'on a pu voir avec les travailleur.euses de General Motors à Oshawa. Désespéré face aux abysses de sa propre crise économique, GM était prêt à fermer son usine d'Oshawa afin de rouvrir un an plus tard avec 90% des nouveaux emplois désormais à un «échelon» inférieur, avec des salaires un tiers plus bas, économisant au passage à la compagnie des millions de dollars. Quelle fauleuse «reprise économique»! Une tactique sinistre devenue monnaie courante que les syndicats, prompts à conclure un accord, ne peuvent pas gérer. Contrairement aux travailleur.euses qui luttent dans l'isolement, les patrons savent quand il est temps de se joindre main dans la main, y compris contre les travailleur.euses du port de Montréal. Le PDG des Chemins de fer

nationaux du Canada, Jean-Jacques Ruest, a déclaré qu'ils se préparaient à assumer des expéditions supplémentaires, une leçon apprise par les patrons de la grève de 2020. Et la même année, Pierre Gratton, président de l'Association minière du Canada, était à l'avant-garde, exigeant que Trudeau prenne des mesures décisives contre les travailleur.euses. Aujourd'hui, après sept mois de négociations syndicales qui ont mis fin à la grève de 2020, Trudeau et les patrons sont prêts à faire tout ce qui est impératif pour la «reprise».

Ce qui est nécessaire, c'est que les luttes dépassent les confins de leurs secteurs. Elles doivent aller au-delà des limites syndicales. Ce qu'il faut, c'est la solidarité de classe et l'autonomie des travailleur.euses, et la reconnaissance que seule la lutte décide, pas les patrons et leurs lois. Des leçons peuvent être tirées des embaucheurs de viande du Dakota du Sud, qui l'année dernière ont défié l'ordre exécutif du retour au travail de Trump face à l'épidémie de Covid. Que signifie la «reprise» pour les patrons et les ministres? Des heures de travail plus longues et moins de sécurité d'emploi! Partout dans le monde, cette «reprise» menace d'approfondir la misère de notre classe. La pandémie et la crise ont montré que les patrons ont perdu leur «droit de gouverner»! Travailleurs et travailleuses du monde, unissez-vous!

Entre logements débordants et lots vacants

Un an après le début de la pandémie, le vernis de platitudes telles que «tous dans le même bateau» s'est depuis longtemps effrité. L'État ne peut désormais plus nous vendre cette lubie. Nous nous souvenons tous de cette annonce d'il y a un mois pour un appartement à Verdun, dont l'étiquette de 975\$ par mois attirait une interminable file de locataires désespérés. Si ce mythe d'une solidarité entre les classes planait encore, la réalité de la pandémie a révélé la fausseté criante de ce sentiment national.

La crise du logement n'est pas unique à l'ère du covid. Ses prémices s'intensifient depuis des décennies. Les prix sur le marché de l'immobilier sont en constante augmentation alors que le salaire réel stagne. À la ville

d'Hamilton, en 2018 seulement, il y eut une augmentation de 24% des prix du logement. Cependant, cette dernière année fut particulièrement dévastatrice pour la classe ouvrière, avec des chiffres en montée vertigineuse. À Montréal, le prix moyen du loyer a augmenté de 4.2% depuis 2019 et les quartiers ouvriers furent les plus durement touchés : une augmentation alarmante de 14.4% à Verdun et 9.8% à Hochelaga. Devant un rapide effort de gentrification par des développeurs avides d'argent facile, les travailleur.euse.s eux se retrouvent dans des emplois de moins en moins bien payés et précaires, les poussant à s'entasser à plusieurs dans des appartements de plus en plus dispendieux, une réalité que le premier ministre Legault encouragea comme solution «aux jeunes et aux étudiant.es» en recherche de loyers moins coûteux.

La plus apte représentante que l'ordre bourgeois ait trouvé pour la question du logement, Andrée Laforest, déclarait qu'elle «ne peut pas dire qu'il y a une crise du logement, ça, c'est certain» et qu'elle était inquiète de la situation l'année passée (2019), mais que «cette année, (...) il y a quand même plusieurs logements qui se sont libérés dans la métropole». Une brillante analyse! On ne peut parler d'une crise du logement, puisqu'après tout, tant d'appartements sont vacants! Avec des affirmations aussi absurdes de la part de nos ministres élu.es, notre sourire ne peut qu'être jaune et nos rires ne peuvent durer bien longtemps. L'approfondissement de la crise doit recevoir une réponse immédiate par notre classe. Nous l'avions prévenu l'an passé et nous le réaffirmons aujourd'hui, croire que l'État peut gérer cette crise serait de céder le pouvoir politique de notre classe et de se reposer sur nos lauriers. La lutte pour le logement doit être connectée à la lutte totale contre le capitalisme. Comme l'avait conclu Engels en 1872 : «aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, ce sera folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou tout autre question sociale concernant le sort du travailleur. La solution réside dans l'abolition de ce mode de production, dans l'appropriation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence.»

Pour quoi Klasbatalo se bat-il?

Nous nous battons pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous rejetons toute alliance interclassiste avec le capital, incluant sa gauche. Nous croyons que la classe ouvrière doit se battre sur son propre terrain: premièrement pour se défendre contre les attaques des capitalistes et ensuite, pour accomplir sa tâche historique, celle de l'édification d'un avenir communiste qui éliminera à jamais l'exploitation, l'oppression, et la guerre. C'est à ce but que nous luttons pour la création d'un parti communiste mondial, dont la raison d'être est de disséminer les confusions présentes dans la classe ouvrière et de l'unifier pour son ultime finalité; nous croyons que ce parti sera l'outil révolutionnaire le plus crucial pour notre classe. Même si nous sommes en faveur d'un parti, nous ne croyons pas que notre organisation, à elle seule, est le parti. Nous ne croyons pas non plus que notre organisation deviendra le parti au fil du temps. Le parti sera à la fois le produit de l'élargissement de la lutte des classes et le fruit du travail réel des révolutionnaires, dont nous nous considérons comme l'un des nombreux éléments. Nous ne voyons pas non plus ce parti comme un gouvernement-en-devenir, car l'émancipation de l'humanité dépend de la lutte intarissable de toute la classe ouvrière, et cette lutte ne peut être substituée par le dictat d'une minorité.

Facebook: <https://www.facebook.com/Klasbatalocollective>

Email: klasbatalocollective@gmail.com

Website: <http://www.leftcom.org/en>